



## REPUBLIQUE FRANCAISE

*Liberté - Egalité – Fraternité*

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S

**N° DLP2019-47 - Séance du 13/11/2019**

ACTES

7. Finances locales

7.1 Décisions budgétaires

7.1.1. Budgets et comptes

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	9	10

Vote	
Pour	10
Contre	0
Abstention	0

L'an 2019, le 13 novembre à 9h35, le conseil d'administration du C.C.A.S de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Président du C.C.A.S, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil d'administration le 08/11/2019. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au C.C.A.S le 08/11/2019.

#### **Présents :**

Jean-Luc MEISSONNIER, Alain SOULIER, Marie-Thérèse AMALVY, Régine SUAY, Hubert FABRITIUS, Christiane GAUBERT, Bertrand LEENHARDT, Michel BAUDOUR, Marie-France TEXIER.

#### **Absents représentés :**

Jean-Luc DE LA CLERGERIE représenté par Monsieur Hubert FABRITIUS.

#### **Absents:**

Jean-Marie COURTES, Anna RAMORA, Morgan SIMAR.

#### **Secrétaire de séance :**

Marie BRAL, Directrice du C.C.A.S.

## N° DLP2019-47 – AUTORISATION DE MANDATER ET LIQUIDER LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT AVANT L'ADOPTION DU BUDGET 2020

**Vu** l'article L.1612-1 du code général des collectivités territoriales,

Monsieur Alain SOULIER rapporte que l'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que, dans le cas où le budget n'a pas été adopté avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif est en droit, et ce jusqu'à l'adoption du budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est également en droit de mandater les dépenses afférentes aux remboursements en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

Concernant les dépenses d'investissement, cette autorisation porte, sur délibération de l'organe délibérant, sur le quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent.

Compte tenu des crédits ouverts au titre de l'exercice 2019, il est proposé d'autoriser Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement 2020 selon la répartition présentée ci-dessous.

Chapitres	Budget 2019	¼ crédits ouverts BP 2020	Répartition par article
<b>20-</b> Immobilisation incorporelles	428 694€	107 173,50€	Compte 203 : 87 173,50€ Compte 2051 : 20 000,00€
<b>21-</b> Immobilisation corporelles	29 000€	7 250€	Compte 2183 : 2 000,00€ Compte 2184 : 3 000,00€ Compte 2188 : 2 250,00€
<b>23-</b> Immobilisation en cours	8 068 740€	2 017 185€	Compte 2313 : 2 017 085,00€

Où l'exposé du rapporteur, après en avoir délibéré à l'unanimité, le conseil d'administration autorise Monsieur le Président à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement 2020 selon la répartition présentée ci-dessus.

Pour extrait conforme,

Le 13/11/2019

Le Président,

Jean-Luc MEISSONNIER



Pour le Président  
 Alain SOULIER  
 Vice Président du C.C.A.S

*La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.*